



**Conseil d'administration
du Programme
des Nations Unies
pour le développement
et du Fonds des
Nations Unies pour la
population**

Distr.
GENERALE

DP/1995/47/Add.1
24 juillet 1995

FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Troisième session ordinaire de 1995
11 - 15 septembre 1995, New York
Point 3 de l'ordre du jour provisoire
PNUD

PNUD : PROGRAMMES DE PAYS ET QUESTIONS CONNEXES

Examen à mi-parcours des programmes mondiaux et interrégionaux
pour le cinquième cycle de programmation

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION ET REGARD SUR LES PROGRAMMES MONDIAUX ET INTERREGIONAUX	1 - 6	3
II. LE CINQUIEME CYCLE DE PROGRAMMATION	7 - 29	4
A. VIH/sida et développement	14	6
B. Recherche médicale et développement	15 - 18	7
C. Alimentation en eau et assainissement	19	9
D. Gestion urbaine	20	9
E. Gestion de la dette	21	10
F. Energie	22	10
G. Environnement et agriculture durable	23 - 25	10
H. Programmes pilotes novateurs	26	12
I. Collaboration et exécution	27	12
J. Collaboration interne	28 - 29	13
III. LE BIEN-FONDE DES PROGRAMMES MONDIAUX ET INTERREGIONAUX POUR UN DEVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE	30 -32	13
IV. RESUME DE L'EXAMEN A MI-PARCOUS ET OBSERVATIONS SUR L'EXPERIENCE ACQUISE ET L'INTERET DES PROGRAMMES MONDIAUX ET INTERREGIONAUX POUR L'AVENIR	33 -37	14
<u>Annexes</u>		
I. RESUME FINANCIER		17
II. PROJETS MONDIAUX ET INTERREGIONAUX - CINQUIEME CYCLE		20
III. ACTIVITES COPARRAINÉES - PROGRAMMES MONDIAUX ET INTERREGIONAUX		22

I. INTRODUCTION ET REGARD SUR LES PROGRAMMES MONDIAUX ET INTERREGIONAUX

1. Le présent document rend compte de l'examen à mi-parcours du cinquième cycle des programmes mondiaux et interrégionaux qui avaient été préparés et lancés par la Division du programme mondial et du programme interrégional (DGIP). Aux termes du plan de réorganisation du PNUD figurant dans le document DP/1994/39, la DGIP a été éliminée. Par la suite, la plupart des projets mondiaux et quelques projets interrégionaux ont été attribués à la nouvelle Division de la science, de la technologie et du secteur privé, tandis que d'autres projets interrégionaux étaient confiés à un certain nombre d'autres services du PNUD. L'examen a porté sur l'évolution de chaque projet, sans tenir compte de la subdivision administrative chargée de son exécution.

2. L'examen à mi-parcours s'est déroulé du 17 avril au 18 mai 1995. Une équipe d'évaluateurs internes et externes a interrogé plusieurs membres du personnel de l'actuelle Division de la science, de la technologie et du secteur privé; examiné les résumés de tous les dossiers des programmes mondial et interrégional, y compris des activités qui avaient été lancées durant le cinquième cycle et de celles qui étaient la continuation d'actions menées durant le quatrième cycle; examiné des rapports de projet tripartites et d'évaluateurs externes, et autres documents pertinents; consulté des membres du personnel du PNUD en poste au Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique, au Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes, au Bureau régional pour l'Afrique et au Bureau pour l'appui aux politiques et aux programmes; contacté les agents d'exécution des projets mondiaux et interrégionaux; interrogé des représentants des institutions multilatérales et bilatérales (des Gouvernements des Pays-Bas et de la Norvège et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)); et visité deux pays (le Kenya et les Philippines) et deux organisations d'aide (la Banque mondiale et l'Organisation mondiale de la santé (OMS)) participant à l'exécution et à la mise en oeuvre de projets du cinquième cycle. L'examen a porté plus particulièrement sur la stratégie générale, l'adéquation aux priorités fixées par le PNUD, les progrès, les résultats, l'efficacité et le respect des objectifs. Les projets d'une durée de quatre ans ou plus ont davantage retenu l'attention, quoique certains projets, d'une durée plus courte, aient également été examinés. Par souci pour l'avenir, l'examen a également tendu à définir des principes, des idées, des stratégies et des tactiques qui pourraient être utiles à l'application de la décision 94/14 du Conseil d'administration sur l'avenir du PNUD.

3. Cet examen à mi-parcours est intervenu à un moment où le PNUD a entrepris de restructurer, de renouveler et de recentrer son programme d'ensemble. Les programmes mondiaux et interrégionaux, qui obéissent à une approche unique au sein du PNUD, et peut-être même de tout le système des Nations Unies, offrent au PNUD un mécanisme qui lui permet de se concentrer sur des problèmes sectoriels ou intersectoriels particulièrement délicats, dont la solution ne peut être recherchée au niveau d'un pays, ni même d'une région. Les programmes mondiaux et interrégionaux ont favorisé la mise en commun de ressources intellectuelles et financières de pays du Sud et du Nord pour une collaboration à la recherche de solutions aux problèmes. A n'en pas douter, le cinquième cycle de programmation a bénéficié de l'héritage des actions communes, des contacts professionnels, des expériences, des succès passés et de la considération qui avaient caractérisé les cycles précédents du PNUD.

/...

4. Les programmes mondiaux et interrégionaux disposent d'une grande souplesse dans le cadre des programmes et budgets quinquennaux approuvés par le Conseil d'administration. Obéissant aux politiques et procédures du PNUD, ils jouissent de beaucoup de liberté pour promouvoir l'innovation, l'esprit d'entreprise et de nouvelles formes de partenariat et de collaboration avec les pays, les institutions, les organisations non gouvernementales (ONG), les organisations d'aide bilatérale et multilatérale et les institutions des Nations Unies.

5. Les programmes mondiaux et interrégionaux bénéficient amplement des contributions d'autres parties prenantes. Souvent, une modeste participation à une opération donnée se trouve grandement prolongée par les contributions financières d'autres partenaires.

6. Depuis leur création, les programmes mondiaux et interrégionaux ont bénéficié de solides appuis. Les ressources affectées à ces programmes ont progressé sensiblement d'un cycle de programmation du PNUD au suivant, passant de 37,9 millions de dollars au cours de la période 1972-76 à 125 millions de dollars pour la période 1992-96. Le taux d'accroissement est presque deux fois plus élevé que celui des fonds affectés à l'ensemble des programmes de l'Organisation, ce qui donne à penser que les gouvernements considèrent ces programmes mondiaux et interrégionaux comme des activités particulièrement productives.

II. LE CINQUIEME CYCLE DE PROGRAMMATION

7. Les chiffres indicatifs de planification (CIP) du cinquième cycle pour les programmes mondiaux et interrégionaux avaient été fixés à l'origine à 112 et 67 millions de dollars, respectivement, mais ont été réduits de 30 % en 1993, en raison des contraintes financières générales de l'Organisation (voir Annexe I). Etant donné que la plupart des programmes interrégionaux et mondiaux sont échelonnés sur des périodes relativement longues, généralement de trois à cinq ans, et que beaucoup ont été formulés en 1991 et 1992, la compression budgétaire de 1993 a suscité de sérieuses contraintes opérationnelles. En recourant à des mesures d'économie et à l'élimination de toute nouvelle programmation, on espère que les programmes mondiaux et interrégionaux resteront dans les limites des ressources qui leur auront été allouées au titre des CIP. Le programme mondial est consacré à la recherche. Le CIP mondial a été affecté approximativement pour les deux tiers à une agriculture durable et pour un tiers à la santé (voir Annexe II). La recherche biologique étant en soi une action de longue haleine, les projets dans ces domaines sont souvent longs (de cinq ans au moins, et souvent renouvelés). Deux domaines, la santé de base et l'alimentation de base, sont considérés comme des instruments essentiels de la lutte contre la pauvreté. Il a été constaté que le programme mondial avait encore besoin de mieux centrer sa recherche et de mobiliser des appuis à ses objectifs, tant il est vrai que les besoins et les possibilités dépassent de beaucoup les ressources.

8. Les projets interrégionaux sont souvent plus ponctuels que les projets de recherche mondiaux et, par conséquent, souvent liés à certains pays, à des bureaux régionaux du PNUD, à d'autres bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux, à des projets régionaux, etc. Les programmes mondiaux et interrégionaux sont manifestement axés sur un ou plusieurs des six domaines d'action approuvés par le Conseil d'administration pour le cinquième cycle dans sa décision 90/34 (élimination

/...

de la pauvreté et participation des collectivités au développement; transfert et adaptation de technologies; participation des femmes au développement; coopération technique entre pays en développement; renforcement des capacités de gestion; et environnement et gestion des ressources naturelles.

9. S'il est encore trop tôt pour mesurer l'incidence ou la viabilité à long terme des projets et activités entrepris dans le cadre du cinquième cycle, on peut déjà apprécier plus ou moins leur efficacité, leur efficience et leur bien-fondé. Pour les projets du cinquième cycle qui faisaient suite à des projets mondiaux et interrégionaux précédents, la situation est peut-être différente. Toutefois, étant donné que beaucoup de ces programmes et projets sont le fruit d'une collaboration, il est parfois difficile, voire nuisible à l'esprit de partenariat, de se concentrer trop étroitement sur la seule contribution du PNUD, car on risque de diminuer le rôle des autres partenaires ou de l'infrastructure, des institutions et des ressources humaines qui existaient déjà auparavant. Parmi les projets du cinquième cycle qui méritent une attention particulière en raison apparemment de leur valeur, de leur efficacité, de leur incidence potentielle (ou prouvée), de leur durabilité et de leur contribution au renforcement des capacités, on peut citer des programmes concernant l'alimentation en eau et l'assainissement, le VIH et le développement, le Réseau international d'évaluation génétique du riz, l'amélioration du Tilapie, la recherche sur les maladies tropicales et la lutte contre les maladies diarrhéiques et les affections aiguës des voies respiratoires.

10. L'équipe chargée de l'examen à mi-parcours est consciente de la nécessité de faire preuve de discernement dans son évaluation des programmes mondiaux et interrégionaux, qu'il s'agisse de choisir de nouvelles activités ou de mettre fin en temps opportun à des projets en cours. D'une part, le Conseil d'administration et la direction ont conféré une certaine souplesse aux programmes, qui doivent pouvoir répondre d'une façon responsable aux situations d'urgence. D'autre part, le danger de prolifération de projets à la portée et aux potentialités limitées est toujours présent. L'équipe a constaté qu'un certain nombre d'initiatives prometteuses, non envisagées à l'origine du cinquième cycle de programmation, y ont été incluses par la suite, et que d'autres ont pris une expansion spectaculaire, notamment l'Initiative pour les vaccins des enfants, l'Institut international de recherche sur les vaccins, le VIH et le développement, les projets de recherche du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et l'assistance en période électorale.

11. Vingt-six nouveaux projets interrégionaux ont été inscrits au cinquième cycle, contre 48 au quatrième. Si cette réduction peut être en partie mise au compte d'un programme mieux défini, d'autres facteurs importants sont à considérer, notamment la question de savoir dans quelle mesure chaque secteur, sujet ou projet a bénéficié d'un apport suffisant de ressources financières, de spécialistes et de collaboration d'institutions, d'activités et de pays complémentaires essentiels. Les synergies entre différents projets peuvent également jouer un rôle important. Le fait que, souvent, les programmes mondiaux et interrégionaux ont un certain nombre de copromoteurs donne à penser que la plupart des projets ont bénéficié d'une « masse critique » et n'ont pas eu à souffrir d'un manque d'appui ou de l'isolement.

12. Les programmes mondiaux et interrégionaux ont répondu efficacement aux demandes émanant des pays et d'autres sources en stimulant les activités de collaboration à la poursuite d'objectifs mondialement reconnus et à la recherche de solutions à des problèmes nationaux d'une importance critique. La réponse comprenait souvent :

- a) La mobilisation de connaissances et de techniques spécialisées et multisectorielles;
- b) L'obtention de ressources financières extérieures supplémentaires;
- c) L'établissement d'organes internationaux autonomes pour faciliter la collaboration, l'exécution et la diffusion d'informations;
- d) La participation à l'action en qualité de promoteur ou de copromoteur neutre.

13. Le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) offre le meilleur exemple connu de ces activités de collaboration. Il existe toutefois de nombreux autres exemples, notamment le Programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement PNUD/Banque mondiale, le Programme spécial PNUD/Banque mondiale/OMS de recherche et de formation concernant les maladies tropicales, l'Etude sur les recherches halieutiques internationales (SIFR), le Programme d'assistance à la gestion du secteur énergétique et le Groupe consultatif sur la recherche acridienne. Ces initiatives ont conféré au PNUD une expérience et des connaissances sur les problèmes internationaux et mondiaux qui sont distinctes de celles que lui confèrent ses traditionnels programmes de pays.

A. VIH/sida et développement

14. Le Programme VIH/sida et développement a répondu aux possibilités d'aider les bureaux régionaux du PNUD, les institutions partenaires et les ONG à structurer leurs programmes de lutte contre le VIH/sida. Il a fortement recommandé que les dimensions sociales et culturelles de l'épidémie mondiale du sida soient prises en compte dans le processus de développement, et il a contribué à élargir la vision qu'a le monde de ce fléau. Par l'attention qu'il porte aux questions de comportement culturel, social et humain, le Programme VIH/sida et développement prolonge d'autres programmes d'épidémiologie et de recherche virale. L'effort mondial de lutte contre le VIH apparaît donc comme une attaque multisectorielle et multidisciplinaire montée contre l'épidémie. C'est ainsi que le PNUD collabore avec des ONG et des organisations gouvernementales africaines à la création d'initiatives visant à examiner l'incidence du VIH/sida sur les individus, les familles et les communautés. L'équipe chargée de l'examen à mi-parcours a été impressionnée par l'assistance qu'apporte le programme mondial à des groupes tels que Women Fighting AIDS in Kenya (WOFAK), qui est un réseau de femmes séropositives. Le PNUD aide ces femmes et leurs familles à faire face aux stigmates sociaux de la maladie et à tenter de mener des vies normales et productives. Lors d'une visite sur le terrain, l'équipe a constaté que les Kényennes appréciaient vivement l'assistance du PNUD. Le programme a également aidé les bureaux régionaux à organiser et restructurer les réseaux régionaux afin de mesurer l'impact de l'épidémie de VIH/sida sur les dimensions sociales du

/...

développement. Les réseaux créés dans les régions Afrique, Asie et Pacifique, et Amérique latine et Caraïbes aident à façonner des réponses aux échelons régional et national dans les domaines de l'éthique, du droit, des droits de l'homme et du VIH/sida. L'équipe chargée de l'examen à mi-parcours avait connaissance de la création de ce programme conjoint et coparrainé sur le sida, et elle compte que la contribution du PNUD à la lutte contre le VIH/sida sera utile à cette nouvelle entreprise.

B. Recherche médicale et développement

15. Le programme mondial et interrégional contribue à la promotion et au financement du Programme spécial PNUD/Banque mondiale/Oms de recherche et de formation concernant les maladies tropicales; du Programme PNUD/Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)/Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)/Banque mondiale/Oms de lutte contre les maladies diarrhéiques et les affections aiguës des voies respiratoires; et le Programme spécial PNUD/FNUAP/Banque mondiale/OMS de recherche, de développement et de formation à la recherche en reproduction humaine. Tous ces programmes, qui ont leur siège à l'OMS, à Genève, visent à promouvoir, à des degrés divers, l'application des travaux de recherche et de développement. La recherche s'oriente vers les problèmes observés dans la lutte contre les maladies ou dans les domaines de la reproduction humaine, et va de la recherche biomédicale à la recherche opérationnelle, en passant par la recherche sur les sciences sociales. Ces travaux ont permis de réaliser des progrès tangibles dans la lutte contre les maladies, et ont eu des effets sensibles sur la santé des populations. Les populations pauvres, qui sont le plus exposées aux risques, devraient en être les principaux bénéficiaires. Ces trois programmes mettaient fortement l'accent sur le renforcement des capacités dans le domaine de la recherche par des activités de formation et de renforcement institutionnel dans les pays intéressés.

16. La vaccination est l'un des plus puissants moyens de lutte contre la maladie. Les programmes mondiaux appuient le Programme PNUD/OMS pour la mise au point de vaccins depuis sa création, en 1986. Ce programme fait à présent partie du Programme mondial sur les vaccins, qui comprend également l'ancien Programme élargi de vaccination et un Programme visant à assurer l'offre et la qualité des vaccins. L'utilisation de vaccins à l'échelle mondiale a permis l'éradication de la variole, la quasi-éradication de la poliomyélite, l'élimination de la rougeole dans certaines régions du monde et des réductions spectaculaires de la morbidité et de la mortalité liées à d'autres maladies transmissibles. Toutefois, les possibilités de recherche pour l'amélioration des vaccins existants et la mise au point de nouveaux vaccins (par exemple, contre le paludisme, la dysenterie vasculaire et la pneumonie), sont énormes. La collaboration avec le secteur privé est essentielle, car la mise au point de vaccins est une entreprise extrêmement coûteuse, qui ne peut être laissée au seul secteur public. Inversement, étant donné que l'on ne peut compter que l'industrie se soucie d'investir des sommes considérables dans la mise au point de vaccins pour des marchés qui n'offrent guère de perspectives de rentabilité financière raisonnables, il reste un rôle important à jouer pour le financement public, et le PNUD a assumé un rôle de premier plan avec l'OMS dans cette interaction. Outre l'appui qu'il apporte à la composante recherche et développement de vaccins du Programme mondial sur les vaccins de l'OMS, le PNUD a également contribué au lancement de l'Initiative pour les vaccins des

/...

enfants, à la suite du Sommet mondial pour les enfants de 1991 et, récemment, à la création de l'Institut international de recherche sur les vaccins, à Séoul (République de Corée) dans le cadre de cette Initiative. Celle-ci, qui joue principalement un rôle de plaidoyer et de mobilisation de fonds pour tenter de mettre au point de nouveaux vaccins et des vaccins améliorés, est une coalition qui regroupe de nombreux partenaires (PNUD, OMS, UNICEF, Banque mondiale, Fondation Rockefeller, bailleurs de fonds bilatéraux et secteur privé). Elle permet de mettre au point des stratégies, de déterminer les ressources nécessaires et de promouvoir la collaboration. L'équipe chargée de l'examen à mi-parcours n'a pas clairement déterminé dans quelle mesure l'Initiative pour les vaccins des enfants a contribué à la mobilisation des ressources financières disponibles. Par ailleurs, cette Initiative doit se garder de toute redondance avec le Programme mondial sur les vaccins de l'OMS, et s'efforcer de poursuivre sa collaboration avec cette organisation pour tout travail de mise au point de vaccins.

17. La création du Partenariat pour le développement de l'enfant, dans le cadre d'un programme interrégional, offre un autre exemple d'action concertée visant certains aspects novateurs du développement humain. Ce partenariat, lancé en 1992 par le PNUD et la Fondation Rockefeller, est l'une des premières actions internationales visant à lancer des interventions au niveau des écoles pour la fourniture de médicaments permettant l'élimination des infections parasitaires et l'administration d'oligo-éléments aux enfants d'âge scolaires. Cet effort, qui a bénéficié d'une contribution de 400.000 dollars du PNUD, est actuellement testé à titre d'expérience pilote dans six pays (Colombie, Ghana, Inde, Indonésie, République-Unie de Tanzanie et Viet Nam). A la contribution financière du PNUD sont venus s'ajouter 5,5 millions de dollars fournis par les institutions partenaires, notamment la Fondation Edna McConnell Clar, la Fondation Rockefeller, la Fondation James S. McDonnell, l'Overseas Development Administration (Royaume-Uni) et le Centre de recherches pour le développement international, et des contributions financières supplémentaires de l'UNICEF au niveau des pays. Il ressort des premières conclusions de ces activités expérimentales que ce partenariat est un programme qui pourrait et devrait être appliqué en vraie grandeur dans de nombreux pays.

18. Tout en reconnaissant l'importance des contributions des programmes mondiaux et interrégionaux au secteur de la santé en général, et la participation du programme mondial aux programmes de l'OMS en particulier, l'examen à mi-parcours témoigne d'une certaine préoccupation devant l'importance accordée aux programmes techniques, axés sur les maladies. A compter de la fin des années 80, une aide a été apportée à l'International Commission on Health Research for Development, puis à son successeur, le Council on Health Research and Development. En mettant l'accent sur la nécessité de travaux essentiels de recherche à l'échelon national, la Commission préconisait le développement et le renforcement de la recherche sur la santé et les systèmes. L'équipe chargée de l'examen à mi-parcours encourage le PNUD à se concentrer davantage sur cet aspect de la recherche en matière de santé, notamment sur le développement des compétences en sciences sociales.

C. Alimentation en eau et assainissement

19. Le PNUD a fait fonction de coordonnateur des activités menées par l'Organisation des Nations Unies dans le cadre de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement (1980-1990). C'est durant cette période qu'a été lancé le Programme PNUD/Banque mondiale d'alimentation en eau et d'assainissement; ce programme s'étend aujourd'hui à 40 pays. Ce programme décentralisé dispose de cinq équipes régionales qui aident les pays à élaborer une politique sectorielle susceptible de déboucher sur l'extension du service à l'ensemble du pays. Au cours des dix dernières années, ce programme a permis l'octroi de plus de 4 milliards de dollars d'investissements dans des opérations relais destinées à toucher plus de 100 millions de personnes, appartenant principalement aux couches pauvres des populations. Actuellement, le Programme d'alimentation en eau et d'assainissement dispose d'un budget annuel de 12 millions de dollars alimenté par 15 bailleurs de fonds, et de bureaux régionaux en Bolivie, en Côte d'Ivoire, en Inde, en Indonésie et au Kenya. Ce programme a amplement contribué à façonner la politique de prêt des banques multilatérales pour des projets d'alimentation en eau et d'assainissement.

D. Gestion urbaine

20. Le Programme de gestion urbaine est un vaste programme interrégional auquel participent des bureaux régionaux situés à Quito (Equateur), au Caire (Egypte), à Accra (Ghana) et à Kuala Lumpur (Malaisie). Il représente un mécanisme unique de mobilisation de l'aide et des compétences nationales, régionales et internationales pour des programmes de renforcement des capacités et de recherche dans les pays en développement. Les cinq principaux thèmes (gestion urbaine, finances/administration, gestion de l'infrastructure, gestion de l'environnement, gestion des sols et atténuation de la pauvreté urbaine) sont vastes, et les demandes de services présentées par les pays dépassent la capacité et le budget du projet. Le programme interrégional du PNUD a été renforcé par des contributions à son budget de base de l'Allemagne, des Pays-Bas, de la Suède et de la Suisse. Pour l'actuelle période quinquennale, ce budget s'élève à 25 millions de dollars. Le programme est décentralisé et porte sur la conception d'activités nationales et régionales entreprises sur demande. Les activités sont planifiées aux niveaux des villes, des pays, des régions et du monde. Des profils environnementaux ont été préparés pour São Paulo (Brésil), Tianjuin (Chine), Accra (Ghana), Djakarta (Indonésie), Katowice (Pologne) et Tunis (Tunisie). Le PNUD a également apporté un appui interrégional à l'élaboration du Programme pour un urbanisme durable. Il a fourni une aide à des activités visant à renforcer les aptitudes des administrations locales à planifier, mettre en oeuvre et gérer des programmes d'urbanisme. Des travaux ont été entrepris dans les domaines de l'infrastructure foncière à Dhaka et Chittagong (Bangladesh), de la gestion des terrains urbains à Recife/Curitiba (Brésil), des systèmes d'information foncière et d'impôts fonciers au Pendjab (Inde), de l'enlèvement et de l'évacuation des déchets solides au Mali, de la gestion foncière et du financement municipal à Lagos (Nigéria), et de l'établissement de bases de données informatiques sur les terrains à Singapour.

/...

E. Gestion de la dette

21. Le Programme de gestion de la dette est un programme de collaboration entre le PNUD, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et la Banque mondiale. Chaque institution apporte une contribution unique à la gestion de cette question complexe. De nombreux pays ont besoin de coopération technique pour la gestion des ressources extérieures. Deux projets sous-régionaux ont été lancés, qui couvrent 12 pays d'Afrique orientale et australe et trois Etats baltes. En 1993, les banques centrales de 12 Etats d'Afrique orientale et australe, appuyées par leurs ministères des finances, ont lancé des initiatives en vue d'améliorer sensiblement la gestion de leur dette et de leurs ressources extérieures. Ces programmes, qui comprenaient la fourniture de conseils, une formation et l'établissement de réseaux, ont été financés par les pays eux-mêmes. Le Programme de gestion de la dette comporte des évaluations des besoins des pays, la préparation de projets régionaux et sous-régionaux de formation, de fourniture de conseils et d'établissement de réseaux entre responsables de la gestion de la dette des pays, ainsi que la mise au point d'un logiciel pour la gestion des données relatives à la dette. Ces activités sont au centre des initiatives lancées par le PNUD dans le cadre du programme interrégional en vue de renforcer la capacité des pays en développement en matière de gestion de la dette. Ce programme relie entre eux plusieurs pays endettés ayant à gérer des portefeuilles similaires. L'échange de données fondées sur l'expérience est un instrument utile pour le transfert d'informations et d'aptitudes à la gestion et à la négociation.

F. Energie

22. Le PNUD et la Banque mondiale continuent de coparrainer le Programme d'assistance à la gestion du secteur énergétique (ESMAP), qui bénéficie d'un modeste apport financier de ressources du CIP interrégional et de quelques CIP nationaux. Un Groupe consultatif sur l'assistance en matière d'énergie et un Groupe consultatif externe ont été créés conformément aux recommandations d'une commission de haut niveau établie en 1990 à l'initiative du PNUD. Ces groupes ont aidé le nouveau groupe de gestion du programme ESMAP à concentrer son action sur l'aide aux pays pour la préparation d'évaluations et de stratégies concernant le secteur énergétique, et pour la conception, la mise en oeuvre et le financement d'activités de suivi. Malgré les contraintes financières qui limitent le financement sur le programme interrégional, le programme ESMAP suit les directives arrêtées par les deux promoteurs et par le Groupe consultatif pour répondre aux besoins des pays en développement d'Afrique, d'Asie, d'Europe de l'Est et d'Amérique latine. Depuis le commencement du cinquième cycle, le programme ESMAP a lancé quelque 42 actions au niveau national et quatre actions de portée mondiale.

G. Environnement et agriculture durable

23. Pendant le quatrième cycle, conjointement avec l'Institut mondial des ressources naturelles et un petit groupe de bailleurs de fonds bilatéraux et de fondations privées, les programmes interrégionaux ont contribué aux premiers travaux de recherche et de planification qui ont abouti à la

/...

création du Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Les travaux de planification précités sont décrits dans un rapport financé par le PNUD, intitulé : « Natural endowments: financing resource conservation for development », qui proposait la création d'un fonds international pour financer la protection de l'environnement. Par la suite, le FEM a été créé et, pendant le cinquième cycle, le Programme mondial a suggéré un certain nombre de projets à soumettre à l'examen du FEM en vue de leur financement, dont six ont bénéficié de ressources financières de ce fonds. Des travaux de recherche ont été effectués sur certaines questions critiques, telles que les émissions de méthane des rizières inondées en Chine, en Inde, en Indonésie, aux Philippines et en Thaïlande; la pratique d'autres techniques que l'agriculture de subsistance sur brûlis, au Brésil, au Cameroun et en Indonésie; et la surveillance des gaz à effet de serre en certains endroits d'Algérie, d'Argentine, du Brésil, de Chine, du Kenya et d'Indonésie. Ainsi, l'examen à mi-parcours a permis de constater que les projets mondiaux du FEM portent sur des questions d'une importance critique, intéressant de nombreux pays. Ils attirent le cofinancement des pays et encouragent ceux-ci à élaborer des politiques et des programmes, et à renforcer leurs capacités institutionnelles pour faire face aux problèmes environnementaux d'une importance critique.

24. Le programme mondial du cinquième cycle sur l'alimentation et l'agriculture met l'accent sur l'élaboration de technologies écologiquement acceptables pour la production des cultures vivrières de base. Parmi les projets entrepris dans ce domaine, on peut citer des projets de lutte intégrée contre les parasites dans les régions productrices de manioc d'Amérique latine et d'Afrique de l'Ouest; des projets de fixation de l'azote biologique et de lutte intégrée contre les parasites dans les régions rizicoles d'Asie; la mise en place de pièges à mouches tsé-tsé au moyen d'appâts biologiques en Afrique; l'identification et l'utilisation de produits naturels qui entravent la maturation des criquets pèlerins; le développement de la résistance aux insectes parasites des variétés tropicales de maïs et de blé en Amérique latine; et le développement de la résistance à la maladie de Sigatoka des plantains et des bananes destinés à la consommation locale et à l'exportation. Ces projets recherchent tous des moyens économiques et efficaces à substituer aux produits chimiques commerciaux (insecticides, fongicides et engrais azotés), afin de protéger la santé des familles d'agriculteurs, de prévenir la dégradation de l'environnement et d'assurer une certaine protection des cultures pour les exploitants qui n'ont pas accès aux produits commerciaux ou ne peuvent se les payer. Parmi les autres technologies écologiquement acceptables qui conviennent particulièrement aux agriculteurs pauvres, hommes et femmes, on peut citer la production de poissons tropicaux à croissance rapide (tilapie), qui ont un taux de croissance de 100 % plus élevé et un taux de survie de 50 % meilleur que les espèces locales actuelles; une nouvelle variété améliorée de riz tropical, qui pourrait être le prototype pour l'avenir, dans la mesure où il nécessite moins de pesticide et offre de meilleurs rendements et une meilleure qualité de grain; et la production de blé, de maïs et de sorgho tropicaux qui offriraient un choix idéal aux agriculteurs pauvres exploitant des sols marginaux dans des zones climatiques moins favorables.

25. Faute de temps, il n'a pas été possible d'évaluer l'utilisation des résultats de la recherche par les pays coopérants. L'équipe chargée de l'examen savait néanmoins que des études indépendantes associent le réseau de recherches sur la riziculture appuyé par le PNUD à l'augmentation remarquable de la production mondiale de riz. Il est encore trop tôt pour déterminer

/...

l'application au niveau des pays des résultats de la recherche d'autres projets entrepris dans le cadre du cinquième cycle, mais de telles évaluations sont fortement recommandées à l'avenir.

/...

H. Programmes pilotes novateurs

26. Les projets interrégionaux consacrés au renforcement de l'administration électorale dans les pays en développement, à la privatisation, à des communications informatisées et à des réseaux d'information (le Programme de constitution de réseaux pour le développement durable (SDNP)) sont des exemples de projets aux budgets modestes, mais offrant la perspective d'un profond retentissement dans les pays en développement participants. Si la contribution de chaque projet n'est pas globalement décisive, chacun ajoute une dimension critique à certains pays en développement. Par exemple, on a constaté que le projet interrégional d'administration électorale avait été conçu pour répondre à un intérêt manifesté récemment par de nombreux pays en développement, et qu'il était délibérément structuré de manière à faciliter la prestation des services de la Division de l'assistance électorale du Secrétariat des Nations Unies. Certains bureaux extérieurs du PNUD ont également apporté une importante contribution à cette initiative. De même, le SDNP et le Programme de constitution de réseaux informatisés du Programme des Nations Unies pour le développement sont convenus récemment de collaborer pour la fourniture et l'échange de données importantes sur le développement durable et l'environnement à l'échelle mondiale. Actuellement, le SDNP est présent dans 20 pays en développement, où il aide les gouvernements, les ONG, le secteur privé et les universités. Le futur réseau conjoint devrait aider les pays en développement à accéder à des données informatisées sur le développement durable.

I. Collaboration et exécution

27. Pour leur mise en oeuvre et leur exécution, les programmes mondiaux et interrégionaux se sont appuyés sur un groupe d'agents d'exécution et de pays, parmi lesquels le Bureau de l'ONU pour les services d'appui aux projets (UNOPS); la Banque mondiale, l'OMS, la FAO et d'autres institutions spécialisées des Nations Unies, les Instituts du CGIAR; de nombreux pays en développement; et certains laboratoires modernes du Nord et du Sud. L'OMS assure le gros de la recherche mondiale sur la santé. La recherche agricole est menée par l'UNOPS ou la Banque mondiale, et ses résultats sont appliqués par les instituts internationaux de recherche agricole (dont la plupart sont rattachés au CGIAR), souvent en collaboration étroite avec des pays donnés et un certain nombre de laboratoires modernes. Tous les projets de santé et d'agriculture sont examinés par des équipes extérieures d'experts scientifiques et de spécialistes de la gestion. En outre, l'UNOPS envoie chaque année des missions d'étude auprès des instituts du CGIAR et des instituts intéressés des pays des programmes. Des plans de travail et des budgets annuels sont exigés et doivent refléter à la fois les progrès réalisés dans le domaine de la recherche et les recommandations de la mission d'étude externe, avant qu'un paiement ne soit autorisé. L'Annexe III présente la liste des 16 principaux copromoteurs des programmes mondiaux et interrégionaux.

/...

J. Collaboration interne

28. Les programmes mondiaux et interrégionaux semblent être mieux reconnus et plus appréciés du Conseil d'administration et des copromoteurs externes que des services du PNUD. La mission a noté que les bureaux régionaux et les bureaux de pays du PNUD avaient souvent une connaissance insuffisante de la plupart des activités mondiales et interrégionales. Néanmoins, les exceptions à cette règle générale sont révélatrices des possibilités d'accélérer la recherche mondiale et de faciliter l'utilisation de ses résultats par les pays. Une meilleure collaboration au sein du PNUD devrait accroître les bienfaits du financement par le PNUD d'activités mondiales et interrégionales de recherche. L'équipe chargée de l'examen à mi-parcours n'a pas pu déterminer clairement les raisons de l'insuffisance de collaboration au sein du PNUD pour l'exécution de travaux de recherche et de développement sur le terrain. L'une de ces raisons pourrait être liée au système de communication ainsi qu'à l'ensemble des relations de travail entre les différents bureaux. Le Bureau pour l'appui aux politiques et aux programmes devrait accorder une attention particulière à ce point.

29. L'équipe a également exprimé une certaine préoccupation à l'idée que les bureaux régionaux et les programmes de pays n'utilisent peut-être pas efficacement dans leurs projets de développement les produits et procédés améliorés résultant des programmes mondiaux de recherche. Cela pourrait être imputable à la proportion relativement modeste des ressources du PNUD (de 2 à 4 % du CIP total) utilisées dans le cadre des programmes mondiaux et interrégionaux, ainsi qu'aux différences de méthode de planification et d'exécution des projets. L'absence d'appropriation des projets mondiaux et interrégionaux par tel ou tel pays ou région pourrait être également en cause. Quoi qu'il en soit, il semble que les liens de coopération soient plus forts à l'extérieur du PNUD qu'à l'intérieur. Le PNUD devrait examiner cette situation afin de décider des mesures à prendre pour promouvoir une coopération active entre ses services travaillant à la création ou à l'utilisation de techniques, méthodes et pratiques nouvelles et améliorées.

III. LE BIEN-FONDE DES PROGRAMMES MONDIAUX ET INTERREGIONAUX POUR UN DEVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE

30. Le Conseil d'administration a défini les domaines d'activité pour le cinquième cycle dans sa décision 90/34. L'équipe chargée de l'examen à mi-parcours a noté, en particulier, que les programmes mondiaux et interrégionaux du cinquième cycle mettaient clairement l'accent sur les objectifs de la promotion de la femme, de l'atténuation de la pauvreté et de la protection et de la régénération de l'environnement. Elle a insisté sur l'importance exceptionnelle du soutien financier à la poursuite de ces objectifs, et souligné que le cinquième cycle avait su tirer parti des progrès et de l'expérience des programmes mondiaux et interrégionaux des cycles précédents. La recherche mondiale dans les domaines de la santé et de l'alimentation est en mesure de profiter le plus aux populations pauvres des villes, aux paysans sans terres, aux femmes et aux enfants.

31. Au vu des décisions 90/34 et 94/14 du Conseil d'administration, la façon dont les programmes mondiaux et interrégionaux poursuivent leurs objectifs appelle quelques commentaires. Ces programmes visent la réalisation d'objectifs et sont pragmatiques. En même temps, la recherche

/...

scientifique dans certains domaines tels que la génétique, la biologie cellulaire et la biochimie est souvent utilisée pour faciliter la planification. Dans certains cas, par exemple, dans le domaines de la résistance du maïs tropical aux insectes et de la mise au point de vaccins, le secteur privé joue un rôle. Les approches participatives ont donné de bons résultats dans le Programme d'alimentation en eau et d'assainissement, et l'utilisation des réseaux de recherche et d'expérimentation qui relient entre eux les pays en développement, les formes efficaces de coopération technique entre pays en développement (CTPD), sont une stratégie courante dans les domaines de l'agriculture et de la santé. Ainsi, le Réseau international d'évaluation génétique du riz, lancé avec l'appui du PNUD, est perçu par les pays en développement d'Asie comme l'activité la plus importante à laquelle participe l'Institut international de recherche sur le riz. Plusieurs approches ont été utilisées pour répondre aux préoccupations d'inégalités entre les sexes, notamment les programmes portants sur la réduction de la mortalité maternelle, sur le VIH/sida et le développement, sur l'alimentation en eau et l'assainissement, et sur la formation spéciale à dispenser aux Africaines pour la lutte intégrée contre les parasites.

32. Etant donné que, pour être durable, tout effort de développement humain doit être centré sur les populations, le nombre de personnes visées offre un moyen important de mesurer l'impact des programmes. C'est ainsi que les variétés de riz, de blé et d'autres aliments de base à haut rendement mises au point par les centres internationaux de recherche agricole, en partie avec l'appui des programmes mondiaux du PNUD, ont amélioré le sort de centaines de millions d'êtres. Les études sectorielles dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement, et la préparation de programmes de renforcement des capacités et d'investissement appuyés par le programme interrégional profiteront au moins à 100 millions d'individus au cours des dix prochaines années. Les vaccins, les médicaments, les tests diagnostics et les techniques de lutte antivectorielle, également mis au point avec l'appui de programmes mondiaux, ont des retombées sur les programmes nationaux de soins de santé primaires, avec les avantages que cela comporte pour des millions d'individus. Des milliers de chercheurs et autres spécialistes des pays participants, formés avec l'appui des programmes mondiaux et interrégionaux, contribuent aux efforts à long terme de renforcement des capacités de ces pays.

IV. RESUME DE L'EXAMEN A MI-PARCOURS ET OBSERVATIONS SUR L'EXPERIENCE ACQUISE ET L'INTERET DES PROGRAMMES MONDIAUX ET INTERREGIONAUX POUR L'AVENIR

33. Il a été conclu que les programmes mondiaux et interrégionaux du cinquième cycle étaient fidèles à l'esprit et aux principes du document initial (DP/INT/GLO/2, en date du 12 décembre 1991), et semblaient avoir permis de réaliser des progrès substantiels. Les programmes mondiaux et interrégionaux semblaient également bénéficier largement de la collaboration des institutions d'aide bilatérale et multilatérale et de fondations privées. Les activités mondiales de recherche, de même que les programmes interrégionaux, mettaient fortement l'accent sur un développement humain durable, à travers des objectifs tels que la santé, l'alimentation de base, l'adoption de techniques écologiquement saines, les programmes communautaires d'alimentation en eau et d'assainissement, la prévention du VIH, la gestion et le développement urbains, l'expansion du

/...

commerce et l'assistance électorale. Parmi les principaux thèmes des programmes figuraient la promotion de la femme, l'amélioration du sort des populations pauvres des villes et des paysans sans terres, la participation des populations, le renforcement des capacités, la coopération technique entre pays en développement et la création d'emplois. D'une façon générale, les programmes mondiaux et interrégionaux du cinquième cycle sont conformes aux grande orientations des activités du PNUD définies dans les décisions 90/34 et 94/14 du Conseil d'administration.

34. L'équipe chargée de l'examen à mi-parcours ne voit aucune raison de recommander qu'il soit mis fin prématurément à l'un quelconque des projets de recherche en cours, dont le contenu (développement humain durable) et l'exécution semblent appropriés et satisfaisants. Au contraire, elle s'inquiète de ce que certains projets mondiaux et interrégionaux particulièrement prometteurs ne souffrent de la réduction de 30 % des ressources du CIP programmées pour le cinquième cycle.

35. Plusieurs principes et stratégies qui semblent avoir contribué de façon importante aux succès récents des programmes mondiaux et interrégionaux sont résumés ci-dessous :

a) Dans les domaine de la santé, de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, du développement urbain, d'une production alimentaire durable, de l'énergie, de la pêche, etc., on note une tendance à répondre à un besoin urgent commun à plusieurs pays du programme en mobilisant des ressources financières et professionnelles dans un effort de collaboration avec les institutions d'aide extérieure partenaires;

b) On s'est efforcé de mieux axer les programmes sur les questions d'intérêt mondial et/ou interrégional, où le PNUD et ses partenaires jouissaient d'un avantage comparatif;

c) En raison de la forte dépendance à l'égard des formules de collaboration, le CIP (2 à 4 % des ressources totales du PNUD) est fortement appuyé par des financements conjoints de sources extérieures;

d) Plusieurs programmes sont largement reconnus comme fructueux et devraient avoir un profond retentissement sur les pays en développement. Les programmes de recherche sur les maladies tropicales, les programmes d'alimentation en eau et d'assainissement et les programmes de recherche et de développement agricoles du CGIAR en sont autant d'exemples. En outre, ces programmes ont contribué à l'élaboration des politiques et stratégies régissant les prêts ou les dons des autres bailleurs de fonds. On peut citer, à titre d'exemple, les 4 milliards de dollars consacrés par une grande banque de développement à l'effort d'alimentation en eau et d'assainissement;

e) Dans tous les cas, les principaux bénéficiaires à long terme étaient les éléments pauvres et défavorisés de la société, notamment les femmes et les enfants, qui souffrent le plus de la pauvreté, de la faim, de la maladie et du manque de possibilités d'éducation;

f) L'équipe chargée de l'examen à mi-parcours a reconnu qu'il importait de faire participer les bénéficiaires potentiels à la recherche, à l'expérimentation, à l'adaptation et à la mise en

/...

oeuvre de nouvelles techniques. Les réseaux de collaboration ont souvent été utilisés pour assurer une participation active;

g) Le personnel affecté aux programmes semble avoir fait preuve d'un grand esprit d'innovation dans l'élaboration de concepts et la structuration des programmes, et aux premiers stades de la planification qui ont abouti à la création du FEM.

36. Comme on l'a vu aux paragraphes 29 et 34 ci-dessus, l'équipe chargée de l'examen à mi-parcours a noté que les produits et procédés améliorés résultant de la recherche mondiale étaient utilisés davantage par les institutions extérieures que par les services du PNUD. Le PNUD devrait examiner les raisons de cet état de choses et s'efforcer d'y remédier de manière à accroître la collaboration interne sans porter atteinte aux portefeuilles et aux points forts de chaque partenaire.

/...

Annexe I

I. RESUME FINANCIER

A. Ressources disponibles pendant la période du programme

	\$	\$
CIP <u>a/</u>	124 825 000	
Participation au coût (estimation)	<u>42 550 000</u>	
Total		167 375 000

B. Engagements

Budgets de programmes/projets approuvés b/

CIP approuvé et affecté	135 641 000	
CIP approuvé et non affecté	<u>-</u>	
Total partiel		135 641 000

Participation au coût approuvé et affecté	42 550 000	
Participation au coût approuvé et non affecté	<u>-</u>	
Total partiel		<u>42 550 000</u>

Réserve de programmes/projets

CIP	-	
Participation au coût	<u>-</u>	
Total		178 191 000

C. Solde des ressources disponibles pour d'autres programmes c/

CIP		(10 816 000)
Participation au coût		-
Solde des ressources disponibles		<u>(10 816 000)</u>

a/ Y compris le report ou les emprunts de ressources du quatrième cycle.

b/ La mention « approuvé et affecté » se rapporte aux programmes et projets approuvés par le Comité d'action ou les Comités d'évaluation des projets du Bureau pour lesquels il existe des documents et budgets de projet détaillés et signés. La mention « approuvé et non affecté » représente le solde des ressources dont dispose le programme ou le budget qui ne figure pas encore sur des lignes précises du budget.

c/ On prévoit que l'accroissement des contributions au titre de la participation au coût, les nouvelles réductions budgétaires et les reports de budgets approuvés à la prochaine période de programmation permettront de maintenir les dépenses au titre du CIP dans les limites des ressources du CIP affectées à cette période de programmation.

/...

II. AFFECTATIONS DE RESSOURCES PROPOSEES (P) ET EFFECTIVES (E) PAR DOMAINE D'ACTION

Domaine d'action	CIP		Participation au coût		Total		Pourcentage du total	
	(P)	(E)	(P)	(E)	(P)	(E)	(P)	(E)
Développement social	60 000	50 000	20 000	32 000	80 000	82 000	34,5	48,8
Environnement et ressources naturelles	83 000	66 000	20 000	9 000	103 000	75 000	44,4	44,6
Gestion du secteur public	25 000	9 000	10 000	2 000	35 000	11 000	15,1	6,6
Ressources non programmées	14 000	-	-	-	14 000	-	6,0	-
Total	182 000	125 000	50 000	43 000	232 000	168 000	100,0	100,0

III. MONTANT ESTIMATIF DE L'ASSISTANCE COMPLEMENTAIRE
PROVENANT D'AUTRES SOURCES

(En dollars)

	Lors de la formulation du programme	Lors de l'examen à mi-parcours
<u>Fonds gérés par le PNUD</u>		
Fonds pour l'environnement mondial	15 000 000	20 400 000
Autres ressources des Nations Unies	-	-
Ressources autres que celles des Nations Unies	<u>-</u>	<u>-</u>
Total	15 000 000	20 400 000

Annexe II

PROJETS MONDIAUX ET INTERREGIONAUX - CINQUIEME CYCLE

(En milliers de dollars)

<u>Santé</u>		<u>Montant</u>
INT/92/002	Initiative internationale contre les invalidités évitables (IMPACT)	687
INT/92/023	Développement de l'enfant	530
INT/92/024	Information (environnement, santé)	136
INT/92/040	Rééducation des personnes handicapées	704
GLO/92/002	Santé de l'enfant	1 530
GLO/92/003	Hygiène sexuelle et santé génésique	1 050
GLO/92/004	Maladies tropicales	13 877
GLO/92/005	Mise au point d'un vaccin contre le VIH	145
GLO/92/012	Mortalité féminine	115
GLO/92/018	Conceptions familiales	75
GLO/92/019	Institut International de vaccination	625
GLO/92/020	Recherche sur la vaccination	250
GLO/92/025	Mise au point de vaccins	5 350
GLO/92/028	Institut international de recherche sur les vaccins	75
GLO/92/029	Publications sur la santé de l'enfant	125
GLO/92/030	Maladies diarrhéiques	4 539
GLO/92/032	Affections aiguës des voies respiratoires	3 250
GLO/92/033	Recherche sur le programme élargi de vaccination	500
<u>Approvisionnement en eau et assainissement</u>		
INT/92/001	Eau et assainissement	5 500
INT/92/006	Impact de l'environnement sur l'eau	68
<u>Environnement et agriculture durable</u>		
INT/92/014	Programme d'aide à la gestion du secteur énergétique	412
INT/92/017	Vie	793
GLO/90/001	Blé tropical	2 347
GLO/90/002	Biotechnologie et amélioration des cultures	5 369
GLO/90/003	Génétique du maïs	5 946
GLO/90/006	Mouche tsé-tsé et tiques	4 884
GLO/91/001	Riz	7 476
GLO/91/013	Manioc, lutte intégrée contre les parasites	10 087
GLO/91/014	Toxines des parasites du maïs	4 981
GLO/91/016	Biotechnologie de la pomme de terre	4 675
GLO/92/001	Agriculture sur brûlis	125
GLO/92/015	Essais de bétail sur le terrain	72
GLO/92/016	Agriculture itinérante	125

/...

Annexe II (suite)

<u>Environnement et agriculture durable</u>		<u>Montant</u>
GLO/92/021	Télétection	16
GLO/93/002	Recherche écologique	125
GLO/93/003	Méthodologie d'utilisation des ressources environnementales	125
<u>Sécurité alimentaire</u>		
GLO/90/004	Trypanosomes/bovin	1 818
GLO/90/005	Stratégie engrais	2 535
GLO/90/016	Elevage de tilapie	4 265
GLO/91/020	Expérimentation musa	4 010
GLO/92/017	Conférence sur la nutrition	125
GLO/92/023	Biotechnologie africaine	75
GLO/93/004	Agriculture animale	40
<u>Gestion du secteur public</u>		
INT/92/004	Développement durable	260
INT/92/005	Gestion urbaine	5 599
INT/92/010	Union interparlementaire internationale	130
INT/92/013	Forum urbain	69
INT/92/021	Conseil de collaboration	400
INT/92/025	Groupe d'étude	166
INT/92/027	Développement humain	100
INT/92/028	Réseau pour un développement durable	245
GLO/92/024	Azimuths (sensibilisation à l'information)	100
GLO/92/027	Développement des communications	100
<u>Emploi</u>		
INT/92/011	Possibilités d'emploi	375
INT/92/012	Industrie du caoutchouc	400
INT/92/020	Développement des entreprises	250
INT/92/029	Propriété intellectuelle	166
INT/92/038	Marine marchande	200
<u>Gestion de la dette</u>		
INT/92/026	Gestion de la dette	2 173
<u>Education</u>		
INT/92/007	Education de base	150
INT/92/022	Education sanitaire	250
INT/92/031	Forum de l'éducation	232
INT/92/043	Education de base	397
GLO/92/031	Education pour tous	230

/...

Annexe III

ACTIVITES COPARRAINEES - PROGRAMMES MONDIAUX ET INTERREGIONAUX

1. Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) : FAO/Banque mondiale/PNUD
2. PNUD/Banque mondiale/OMS : Programme spécial de recherche et de formation concernant les maladies tropicales
3. Lutte contre les maladies diarrhéiques et les infections aiguës des voies respiratoires : Banque mondiale/UNICEF/PNUD/OMS
4. Programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement PNUD/Banque mondiale
5. Partenariat pour le développement de l'enfant : PNUD/Fondation Rockefeller/Fondation Clark/Fondation McDonnell
6. Programme coparrainé sur le sida : PNUD/UNICEF/OMS/UNESCO/Banque mondiale/FNUAP
7. Mortalité et morbidité maternelles : UNICEF/OMS/PNUD
8. Programme d'assistance à la gestion du secteur énergétique : PNUD/Banque mondiale
9. Programme de lutte contre la tuberculose : PNUD/OMS
10. Programme spécial sur la recherche-développement et la formation à la recherche dans les domaines de la reproduction humaine : OMS/FNUAP/Banque mondiale/PNUD
11. Initiative oligo-éléments : Centre de recherche pour le développement international (CRDI)/Agence canadienne de développement international/Banque mondiale/UNICEF/PNUD
12. Stratégie pour la recherche internationale sur la pêche : Banque mondiale/CRDI/Communauté européenne/Agence norvégienne de coopération pour le développement/Banque mondiale/PNUD
13. Groupe d'étude pour la survie et le développement de l'enfant : Fondation Rockefeller/Banque mondiale/OMS/UNICEF/PNUD
14. Programme international pour la formation et la recherche sur l'irrigation et le drainage : Banque mondiale/PNUD
15. Programme international de gestion de la dette : CNUCED/Banque mondiale/PNUD
16. Programme de gestion urbaine : PNUD/Banque mondiale/Centre des Nations Unies pour les établissements humains
17. Initiative internationale contre les invalidités évitables (IMPACT) : OMS/PNUD/UNICEF.